

Adeline CERATI

Maître de conférences HDR

Aix Marseille Université

Membre du Centre de droit économique EA 4224

Etablissement d'affectation : Faculté de droit d'Aix-en-Provence

Aix Marseille Université

Section CNU : 1

CURSUS UNIVERSITAIRE

1991

Baccalauréat Série D.

1992

DEUG en droit. Première année. Mention Assez Bien.

Premier prix au concours d'histoire des institutions.

Prix de la Fondation Vermont.

1993

DEUG en droit. Deuxième année. Mention Assez Bien.

Première mention au concours de droit civil.

1994

Licence en droit. Mention Bien.

1995

Maîtrise en droit des affaires. Mention Bien.

Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille

Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille

3, av. Robert Schuman

13628 Aix-en-Provence

1996

DEA de droit des affaires. Obtention de la bourse du mérite. Mention Bien.

Institut de droit des affaires
3, av. Robert Schuman
13628 Aix-en-Provence

Juillet 2001 : Docteur en droit. Mention droit privé. Mention très honorable avec félicitations du jury.
Proposition pour un prix de thèse et autorisation de publication en l'état. Prix des éditions Lamy
La société en procédure collective et son associé : entre indépendance et influence, PUAM 2002.
Directeur : M. Le Professeur Jacques Mestre
Membres du jury : M. Le Conseiller Ch. Badi, MM le Professeur D. Vidal et D. Poracchia, Mme M.-
E Pancrazi.

Septembre 2008 : Habilitation à diriger les recherches
Membres du jury : Mmes les Professeurs F. Pérochon et M.-E. Pancrazi, MM les professeurs J.
Mestre, H. Lecuyer et F.-X. Lucas.

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

1996/1997 :

Travaux dirigés en droit civil. DEUG I.

1997/1998 :

Travaux dirigés en droit commercial. Licence.

1998/1999 :

Travaux dirigés en droit commercial. Maîtrise.

1999/2000 :

Travaux dirigés en droit commercial. Licence.

2000/2001 :

- Travaux dirigés en droit commercial. Maîtrise.
- Droit d'enregistrement. Capacité 2.

2001/2002 :

- Droit d'enregistrement. Capacité 2.
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives

2002/2003

Droit d'enregistrement. Capacité 2.

2003/2004 :

- Droit d'enregistrement. Capacité 2.
- Procédure civile. Capacité 2
- Droit des régimes matrimoniaux. Maîtrise
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives

2004/2005 :

- Droit d'enregistrement. Capacité 2.
- Procédure civile. Capacité 2
- Droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Droit de la santé
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Droit du crédit, l'Institut Supérieur d'Etudes Comptables, Aix-en-Provence, Prépa DSCG
- Droit des instruments de crédit. Master 2 Droit bancaire
- Droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Droit des montages financiers. Master 2 Droit bancaire
- Droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité

2005/2006 :

- Droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Droit de la santé
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Droit du crédit. DESCF
- Droit des instruments de crédit. Master 2 Droit bancaire
- Droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Droit des montages financiers. Master 2 Droit bancaire
- Droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2. Pro

2006/2007 :

- Droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Droit de la santé
- Procédure civile. Capacité 2
- Droit commercial. Capacité I
- Droit des sociétés. FEA

- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Droit des instruments de crédit. Master 2 Droit bancaire
- Droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 Droit de l'environnement

2007/2008 :

- Droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Pro
- Procédure civile. Capacité 2
- Cours de droit commercial. Capacité I
- Cours de droit des instruments de crédit. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 Pro
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Travaux dirigés. Droit des procédures collectives. Master I.

2008/2009 :

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Droit de la santé
- Cours de procédure civile. Capacité 2
- Cours de droit commercial. Capacité I
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 Droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Travaux dirigés. Droit des procédures collectives. Master I

2009/2010 :

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Pro. Droit de la santé

- Cours de procédure civile. Capacité 2
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 Droit de l'environnement
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Travaux dirigés. Droit des procédures collectives. Master I

2010/2011 :

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Droit de la santé
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Droit de la santé
- Cours de procédure civile. Capacité 2
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés
- Travaux dirigés. Droit des procédures collectives. Master I

2011/2012 :

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Droit de la santé
- Cours et travaux dirigés de droit commercial. L3
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés

2012/2013 :

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Droit de la santé
- Cours de droit commercial. L3
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés
- Cours de droit de l'entreprise (M1 Faculté d'économie).
- Cours divers en DESU Droit et pratique des affaires et Prévention et traitement des difficultés

2013/2014 :

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master 2 Droit de la santé
- Cours de droit commercial. L3
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés
- Cours de droit des entreprises en difficultés. Master 1 Formation continue
- Cours divers en DESU Droit et pratique des affaires et Prévention et traitement des difficultés

2014/2015

- Cours de droit commercial. L3
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés
- Cours de droit des entreprises en difficultés. Master 1
- Cours divers en DESU Droit et pratique des affaires et Prévention et traitement des difficultés

- Cours de droit des sociétés. Sciences politiques Aix (prép. Concours commissaire aux comptes).

2015/2016

- Cours de droit commercial. L3
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés
- Cours de droit des entreprises en difficultés. Master 1
- Cours divers en DESU Droit et pratique des affaires et Prévention et traitement des difficultés
- Cours en Master 2 Du Droit de la vigne et du vin

2016/2017 :

- Droit des entreprises en difficultés. Master 1- 28h (CM à TD, encadrement d'équipe 6 chargés de travaux dirigés)
- Droit commercial. – Droit des sociétés. – Droit commun. L3 - 33h (CM à TD, encadrement d'équipe 4 chargés de travaux dirigés)
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire et financier – 10 h
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité de l'entreprise – 10 h
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement - 10 h
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives - 4 h
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés – 10 h
- Cours divers en DESU Droit et pratique des affaires et Prévention et traitement des difficultés - 20 h
- Cours en Master 2 Du Droit de la vigne et du vin – 10 h

2017/2018 :

- Droit des entreprises en difficultés. Master 1- 28h (CM à TD, encadrement d'équipe 6 chargés de travaux dirigés)
- Droit commercial. – Droit des sociétés. – Droit commun. L3 - 33h (CM à TD, encadrement d'équipe 4 chargés de travaux dirigés)

- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire et financier - 10h
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité de l'entreprise - 10h
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement - 8h
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives - 4 h
- Cours de droit des procédures collectives. Master 2 Ingénierie des sociétés - 12h
- Cours en Master 2 Droit rural des affaires - 10h
- Cours divers en DESU Droit et pratique des affaires et Prévention et traitement des difficultés – 20 h

2018/2019 :

- Faculté de droit d'Aix-en-Provence :
 - Droit des entreprises en difficultés. Master 1- 28h (CM à TD, encadrement d'équipe 6 chargés de travaux dirigés)
 - Droit commercial. – Droit des sociétés. – Droit commun. L3 - 33h (CM à TD, encadrement d'équipe 4 chargés de travaux dirigés)
 - Dirigeant d'entreprise et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire et financier -10h
 - Droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité de l'entreprise - 10h
 - Procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement - 8h
 - Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives - 4 h
 - Restructuration et difficulté. Master 2 Ingénierie des sociétés - 12h
 - Entreprises agricoles en difficulté. Master 2 Droit rural des affaires - 3 h
- Faculté d'économie d'Aix-en-Provence :
 - Restructuration et plan de redressement, Master 2 Economie de l'Entreprise et des marchés, - 24h

2019/2020 :

- Faculté de droit d'Aix-en-Provence :
 - Droit des entreprises en difficultés. Master 1- 28h (CM à TD, encadrement d'équipe 6 chargés de travaux dirigés)
 - Droit commercial. – Droit des sociétés. – Droit commun. L3 - 33h
 - Dirigeant d'entreprise et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire et financier - 10h
 - Droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité de l'entreprise -10h
 - Procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement -

8h

- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives 4 h
- Restructuration et difficultés. Master 2 Ingénierie des sociétés - 12h
- Entreprises agricoles en difficulté. Master 2 Droit rural des affaires – 3 h
- Cours divers en Master 2 Administration et Liquidation d'entreprise en difficulté - 35 h

2020/2021 :

- Faculté de droit d'Aix-en-Provence :
 - Droit des entreprises en difficultés. Master 1- 28h (CM à TD, encadrement d'équipe 6 chargés de travaux dirigés)
 - Dirigeant d'entreprise et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire et financier - 10h
 - Droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité de l'entreprise - 10h
 - Procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement - 8h
 - Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives - 4 h
 - Restructuration et difficultés. Master 2 Ingénierie des sociétés -12h
 - Entreprises agricoles en difficulté. Master 2 Droit rural des affaires 3 h
 - Cours divers en Master 2 Administration et Liquidation d'entreprise en difficulté - 35 h

2021/2022 :

- Faculté de droit d'Aix-en-Provence :
 - Droit des entreprises en difficultés. Master 1- 28h (CM à TD, encadrement d'équipe 6 chargés de travaux dirigés)
 - Dirigeant d'entreprise et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire 10h
 - Droit des procédures collectives. Master 2 Fiscalité 10h
 - Procédures collectives et droit de l'environnement. Master 2 droit de l'environnement 8h
 - Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives 4 h
 - Restructuration. Master 2 Ingénierie des sociétés 12h
 - Entreprises agricoles en difficulté. Master 2 Droit rural des affaires - 3 h
 - Cours divers en Master 2 Administration et Liquidation d'entreprise en difficulté - 35 h
- Faculté de gestion d'Aix en Provence :
 - Droit des entreprises en difficulté, L3 Management Comptable et Finance – 24 h

2022/2023

- Faculté de droit d'Aix-en-Provence :

- Droit des entreprises en difficultés. Master 1- 28h (CM à TD, encadrement d'équipe 6 chargés de travaux dirigés).
- Dirigeant d'entreprise et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire et financier 6 h
- Droit des procédures collectives. Master 2 Droit et Fiscalité de l'entreprise - 10h
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives. IDA - 4 h
- Restructuration et difficultés. Master 2 Ingénierie des sociétés - 12h
- Entreprises agricoles en difficulté. Master 2 Droit rural des affaires - 3 h
- Cours divers en Master 2 Administration et Liquidation d'entreprise en difficulté - 35 h
- Faculté de gestion d'Aix en Provence :
 - Droit des entreprises en difficulté, L3 Management Comptable et Finance - 24 h

2023/2024 :

- Faculté de droit d'Aix-en-Provence :
 - Droit des entreprises en difficultés. Master 1- 28h (CM à TD, encadrement d'équipe 6 chargés de travaux dirigés).
 - Droit des entreprises en difficulté, Master 1 Droit bancaire et financier 12h
 - Dirigeant d'entreprise et procédures collectives. Master 2 Droit bancaire et financier 6 h
 - Droit des procédures collectives. Master 2 Droit et Fiscalité de l'entreprise – 6 h
 - Restructuration et difficultés. Master 2 Ingénierie des sociétés - 12h
 - Entreprises agricoles en difficulté. Master 2 Droit rural des affaires - 3 h
 - Cours divers en Master 2 Administration et Liquidation d'entreprise en difficulté - 35 h
 - Droit des entreprises en difficulté, DESU IEJ – 10 h
- Faculté de gestion d'Aix en Provence :
 - Droit des entreprises en difficulté, L3 Management Comptable et Finance - 24 h

ACTIVITES SCIENTIFIQUES ET ENCADREMENT DOCTORAL

Chroniques :

- Chronique semestrielle de **Droit des procédures collectives**, Annales des loyers de 2009 à 2014
- Chronique semestrielle de **Droit des groupes de sociétés**, JCP, édition Entreprise depuis novembre 2018
- Chronique semestrielle de Droit des entreprises en difficulté, Journal des sociétés depuis janvier 2024 (succédant à une Chronique bimestrielle du **Droit de l'insolvabilité**, Journ. Sociétés depuis nov. 2014).
- Chronique bimestrielle de **Restructuring**, Journal des sociétés depuis janvier 2016
- Chronique bimestrielle de **Contrats d'affaires**, Journal des sociétés depuis janvier 2016
- Chronique bimestrielle **Liquidation judiciaire**, Revue des procédures collectives depuis mars 2019
- Sommaires mensuels de jurisprudence **Bail commercial** de juillet 2019 à févr. 2021, Annales des loyers

Ouvrages :

- **Ouvrages individuels :**
 - Thèse de Doctorat : La société en procédure collective et son associé : entre indépendance et influence, PUAM 2002.
 - Bail d'immeuble affecté à l'activité de l'entreprise et procédures collectives, Mémo pratique, Edilaix 2009.
 - Nouvelle réforme du droit des entreprises en difficulté, Edilaix 2009
 - Guide de la location-gérance, Edilaix 2011
 - Guide des baux commerciaux, 18^{ème} édition, Edilaix 2018 (avec J. Debeaurain).
- **Ouvrages collectifs (direction et co-direction) :**
 - L'influence de la réforme du droit des obligations sur le droit des affaires, Dalloz 2018

- Les procédures collectives complexes, Pratique des affaires, Joly Editions 2018, préf. C. Saint-Alary-Houin
- L'immeuble et le droit des procédures collectives, Pratique des affaires, Joly Editions 2019, préf. C. Saint-Alary-Houin.
- Le droit social des entreprises en difficulté, Lexisnexis 2023, 200 p. , préf. N. Borga

Fascicules d'encyclopédies juridiques :

- Participation à la rédaction d'un recueil de jugements de conseils des prud'hommes, Lamy, 2007
- Actualisations et rédactions d'études dans les Lamy Comité d'entreprise, Social, Paye (de 2006 à 2014).
- Rédactions d'études et actualisation dans Dictionnaire Joly depuis 2011
- Actualisation de fascicules Juris-Classeur Droit rural : Associations foncières pastorales et groupements pastoraux, 2015
- Actualisation de fascicules Juris-classeur Sociétés Formulaire :
 - Sociétés par actions, Cession et promesse de cession d'actions, Commentaires, Q-17
 - Sociétés par actions, Cession et promesse de cession d'actions, Formules, Q-18
 - Sociétés par actions, Promesse d'achat d'actions, Formule, Q-19
 - Clauses d'exclusion dans les sociétés anonymes non cotées, Commentaires, P-240
 - Clauses d'exclusion dans les sociétés anonymes non cotées, Formules, P-242
 - Sociétés en participation. – Régime juridique. - S-1610
 - Sociétés en participation. – Statuts. Formules. – S-1620
 - Sociétés par actions. - Apport partiel d'actif à une société nouvelle. – Formules. – K-454
 - Sociétés par actions. - Apport partiel d'actif à une société existante. – Formules. – K-452
 - Sociétés par actions. – Apport partiel d'actif. – Généralités. – K-450
- Fiches de révision Lexis : Fonds de commerce et Instances professionnelles
- Actualisation Jcl professions libérales
- Actualisations et refonte de chapitres dans le Lamy Droit des contrats depuis 2020 :
 - Le respect du droit des entreprises en difficulté
 - Le cocontractant en difficulté

Articles et contributions à des ouvrages collectifs :

- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2002 :**
 - La nouvelle expertise de gestion assure-t-elle une meilleure information aux actionnaires minoritaires ?, Petites affiches 5 avril 2002, p. 4

- Vie de la société : les nouvelles prérogatives du CE, Les cahiers Lamy du CE, avril 2002, p. 20.
- Participation du comité d'entreprise aux assemblées générales, Les cahiers Lamy du CE, juillet 2002, p. 18.
- La révocation des dirigeants et l'information du comité d'entreprise, Les cahiers Lamy du CE, octobre 2002, p. 22.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2003**
 - Modalités d'exécution, Principes européens du droit des contrats, Regards croisés avec le droit français, Droit et Patrimoine avril 2003, p. 58.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2004**
 - La cession forcée des titres des dirigeants sociaux, Petites affiches 1-2 janvier 2004, p. 4.
 - La représentation du comité d'entreprise et des salariés actionnaires au sein des organes de gestion, Les cahiers Lamy du CE avril 2004, p. 6.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2005**
 - Loi de cohésion sociale : ses impacts sur le CE, Les Cahiers Lamy du CE, juill. 2005, p. 11.
 - Epargne salariale : nouvelles mesures, Les Cahiers Lamy du CE, oct. 2005, p. 24.
 - La société européenne voit enfin le jour !, Les Cahiers Lamy du CE, nov. 2005, p. 22.
 - Sécurité des produits cosmétiques : état des lieux, JCP, éd. E, 2005, 1738.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2006**
 - Commentaire de la loi n° 2006-387 du 31 mars 2006 relative aux offres publiques d'acquisition, Les Cahiers Lamy du CE mai 2006, p. 24.
 - Commentaire de la loi pour le développement de la participation et de l'actionariat salarié, Les Cahiers Lamy du CE, juill. 2006, p. 24.
 - Le bail commercial à l'épreuve de la force majeure, Ann. Loyers 2006, p. 1280.
 - L'associé dans la loi de sauvegarde des entreprises, Rev. Sociétés 2006, p. 305.
 - Bail des locaux affectés à l'entreprise et option de l'administrateur judiciaire depuis la loi de sauvegarde des entreprises du 26 juillet 2005, Ann. Loyers août 2006, p. 1337.
 - Produits cosmétiques : une exigence accrue de transparence, JCP, éd. E, 2006, act. 444.
 - Société européenne, dernier volet : le décret du 9 novembre 2006 relatif à l'implication des salariés, JCP, éd. E, 2006, act. 532
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2007 :**
 - Epargne salariale et actionariat salarié, Cahiers Lamy du CE févr. 2007, p. 24.
 - Cession de filiales : quelles informations donner au CE ?, Cahiers Lamy du CE févr. 2007, p. 16.
 - Le sort des actions en justice après le jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, Ann. Loyers avr. 2007, p. 564.
 - La société européenne en pratique, Cahiers Lamy du CE mai 2007, p. 24.
 - Compléments alimentaires et sécurité des consommateurs, JCP, éd. E, 2007, 1821.
 - Le pacte de préférence tous azimuts, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1298.
 - Décret n° 2007-750 du 9 mai 2007 : du nouveau pour la domiciliation des sociétés, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1340.

- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2008**
 - Loi de sauvegarde des entreprises du 26 juillet 2005 : associés de la société débitrice et voies de recours, JCP, éd. E, 2008, 1716
 - Nouvelle loi sur les discriminations, Cahiers Lamy du CE juin 2008, p. 25
 - Loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie : du nouveau pour les baux commerciaux, Ann. Loyers 2008, p. 1885
 - Application de la loi de sauvegarde aux professions libérales, JCP, éd. E, 2008, 2435.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2009 :**
 - Réforme des entreprises en difficulté, Cahiers Lamy du CE mars 2009, p. 25.
 - Procédures collectives : nouvelles réformes du droit des entreprises en difficulté par l'ordonnance du 18 décembre 2008, Ann. Loyers 2009, p. 520.
 - Le trio infernal : la société d'exploitation, la société loueur de meubles et la société civile immobilière bailleur d'immeubles !, Ann. Loyers 2009, p. 569.
 - Une nouvelle directive pour le CEE, Cahiers Lamy du CE juin 2009, p. 26.
 - Dispositions réglementaires relatives au droit des entreprises en difficulté et aux procédures de saisie immobilière et de distribution du prix des immeubles, Ann. Loyers 2009, p. 1138.
 - Droit de préemption des communes : un décret et une réponse ministérielle, Ann. Loyers 2009, p. 2175.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2010 :**
 - Le comité d'entreprise et les assemblées générales d'actionnaires, Cahiers Lamy du CE avr. 2010, p. 15
 - Indépendance du preneur et de la société bénéficiaire de la mise à disposition des biens loués, Ann. Loyers 2010, p. 825.
 - La déclaration d'insaisissabilité à l'épreuve des procédures collectives, Ann. Loyers 2010, p. 887.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2011 :**
 - Limitation des informations au profit du bailleur, Ann. Loyers 2011, p. 38.
 - Sauvegarde financière accélérée, Ann. Loyers 2011, p. 1075
 - Fermage et label « bio », Ann. Loyers 2011, p. 1535.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2012 :**
 - Avocat et droit des entreprises en difficultés, Journal des sociétés janv. 2012, p. 26.
 - Rédaction d'une convention d'occupation précaire, Ann. Loyers 2012, p. 511
 - L'appréhension de l'immeuble protégé par les procédures de traitement des difficultés des entreprises, Journal de sociétés 2012, p. 24
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2013**
 - Cession forcée des titres des dirigeants, JCP éd. E, 2013, 1357.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2014 :**
 - La promotion de la reprise interne par l'ordonnance du 12 mars 2014, JCP, éd. E, 2014, 1435.
 - La société interprofessionnelle de soins ambulatoires, Journal des sociétés févr. 2014, p. 35
 - L'associé gérant d'une société en nom collectif est éligible aux procédures du livre VI du Code de commerce, JCP, éd. E, 2014, 1021
 - Le sort de la déclaration d'insaisissabilité depuis l'ordonnance du 12 mars 2014, Ann. Loyers 2014, p. 1035.
 - La distinction entre sociétés civiles et sociétés commerciales à l'épreuve des procédures collectives, Journ. Sociétés déc. 2014, p. 23.
 - Les saisines d'office confrontées aux dernières réformes du droit des entreprises en difficulté, Dalloz 2014, 2248 (co-rédigé avec B. Brignon).

- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2015 :**
 - Compte courant d'associés dans les sociétés agricoles, Rev. Dr. Rural juin 2015, 11.
 - La durée des baux dans la loi Pinel du 18 juin 2014, Cahiers de dr. De l'entreprise mai juin 2015, p. 19.
 - La loi Macron, Volet entreprise en difficulté, article par article, JCP, éd. E, 2015, 613.
 - Loi Macron. - Les mécanismes de dilution forcée et de cession forcée ne sont pas contraires à la constitution, JCP E 2015, 1461
 - Sociétés coopératives. - Décret d'application de la loi ESS du 31 juillet 2014, Rev. Dr. Rural 2015, 2014.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2016 :**
 - La durabilité économique de l'entreprise agricole en difficulté, in L'Agriculture durable, PUAM 2016, p. 555
 - Le financement forcé des entreprises en difficulté par le banquier, Journal des sociétés 2016, p. 31
 - La fusion, outil de redressement d'une entreprise en difficulté, Bull. Joly Entreprises en difficulté, mars-avr. 2016, p. 140.
 - Sociétés agricoles. Exclusion de l'associé en difficulté. – Une exclusion aménageable ?, Rev. Dr. rural. Mai 2016, 17
 - Le bail commercial résiste-t-il toujours aux procédures collectives, JCP, éd. E, 2016, 1435
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2017 :**
 - Baux commerciaux et procédures collectives, Loyers et co oct. 2017, p. 57
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2018 :**
 - Droit de vote de l'associé : des atteintes mesurées in Dossier Sociétés et entreprises en difficulté, Petites affiches 31 juill. 2018
 - Plaidoyer pour la désignation d'un « représentant des associés », in Les procédures collectives complexes, Pratique des affaires, Joly Editions 2018, 269 p., préf. C. Saint-Alary-Houin
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2019 :**
 - Les relations entre le propriétaire de l'immeuble en difficulté et son locataire in L'immeuble et le droit des procédures collectives, Pratique des affaires, Joly Editions 2019, 222 p., préf. C. Saint-Alary-Houin.
 - Réforme du droit des obligations et droit des entreprises en difficulté et New French law of obligations and the law concerning difficulties faced by businesses, in L'influence de la réforme du droit des obligations sur le droit des affaires, Dalloz 2018, 800 p.
 - Difficultés des entreprises – L'exclusion de l'associé : une mesure à recommander in Dossier L'exclusion des associés : de la protection des intérêts de l'associé exclu à la préservation de l'intérêt social, Revue Lamy Droit des affaires mars 2019, p. 35
 - Clause d'échelle mobile, clause de garantie solidaire, clause recettes et clause « tous commerces », Les principales clauses des contrats d'affaires, 2^{ème} édition, LGDJ 2019, sous la direction de F. Buy, M. Lamoureux, J. Mestre et J.-Ch. Roda
 - Les relations entre le bailleur et son locataire à l'épreuve des procédures collectives, Ann. Loyers mai 2019, p. 25.
- **Articles et contributions à des ouvrages collectifs 2020 :**
 - **Locataire en liquidation judiciaire : les dernières évolutions jurisprudentielles, JCP, éd. E, 2021, 1302.**

Notes de jurisprudence et commentaires :

- **Notes de jurisprudence et commentaires 2001 :**
 - o Modalités de nomination du liquidateur amiable d'une société en liquidation judiciaire, Petites affiches 24 septembre 2001, p. 10.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2002 :**
 - o Compensation et créance de libération du capital social, Petites affiches 8 mars 2002, p. 15.
 - o L'autonomie de l'article L. 432-1-6 du Code du travail issu de la loi NRE du 15 mai 2001, Petites affiches 3 mai 2002, p. 10.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2003 :**
 - o L'impossible retrait d'un associé d'une société en liquidation judiciaire, Revue de jurisprudence commerciale, avril 2003, p. 180
 - o Les associés d'une société en nom collectif qui bénéficie d'un plan de continuation ne peuvent plus se voir étendre la procédure, Petites affiches 19 septembre 2003, p. 13.
 - o Zoom sur les salariés élus par le personnel au conseil d'administration, Les cahiers Lamy du CE octobre 2003, p. 15.
 - o Comité d'entreprise et expertise de gestion, Les cahiers Lamy du CE novembre 2003, p. 11.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2004 :**
 - o SAS : un moyen de contourner les représentants du personnel ?, Les cahiers Lamy du CE janvier 2004, p. 14.
 - o Compensation et créance de libération du capital social, Rev. Lamy Dr. Civ. Févr. 2004, p. 83.
 - o Prise de participation dans une société : consultation systématique du comité d'entreprise, Les cahiers Lamy du CE mai 2004, p. 19.
 - o Réforme de la formation professionnelle : quel rôle pour le comité d'entreprise ?, Les cahiers Lamy du CE juillet 2004, p. 20.
 - o L'assistance de l'expert-comptable pour l'examen des comptes annuels, Les cahiers Lamy du CE juillet 2004, p. 10.
 - o Efficacité d'un pacte d'actionnaires en cas de redressement judiciaire contre la société. Aix, 8^{ème} ch. B, 5 décembre 2003, Bulletin d'Aix 2004-3, p. 103.
 - o Consultation du comité d'entreprise et restructuration : l'abandon du critère quantitatif, Petites affiches 7 septembre 2004, p. 10.
 - o Pacte d'actionnaires, commentaire sous Aix 5 décembre 2003, Bull. Joly 2004, p. 1077.
 - o Efficacité d'un pacte d'actionnaires en cas de redressement judiciaire contre la société. Aix, 8^{ème} ch. B, 5 décembre 2003, Bull. d'Aix 2004-3, p. 103.
 - o Quid de la demande de reconnaissance d'une UES ?, Les cahiers Lamy du CE, septembre 2004, p. 21.
 - o Droit individuel à la formation : les réponses à vos questions, Les cahiers Lamy du CE octobre 2004, p. 21.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2005 :**
 - o Appel du capital non libéré d'une société faisant l'objet d'un plan de cession, commentaire, Bull. Joly 2005, p. 27
 - o Licenciement économique : le point sur la procédure, Les Cahiers Lamy du CE, mars 2005, p. 20
 - o Le comité d'établissement privé du droit d'alerte, Les cahiers Lamy du CE, avril 2005, p. 20

- Le comité d'entreprise doit disposer d'une information écrite et individualisée, Les Cahiers Lamy du CE, mai 2005, p. 19.
- L'adoption d'un plan de continuation en faveur de la société débitrice ne fait pas obstacle à l'extension de la procédure contre son dirigeant, JCP, éd. E, 2005, 1413.
- Expert du CE et restructuration, Les Cahiers Lamy du CE, sept. 2005, p. 17.
- Du cumul d'un contrat de travail et d'un mandat social au sein d'une SARL, Aix 3 février 2005, Bull. d'Aix 2005-3, p. 157.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2006 :**
 - Délocalisation : distinguer l'alerte et la consultation du CE, Les Cahiers Lamy du CE, mars 2006, p. 15.
 - Cession : le CE peut-il recourir à un expert ?, Les Cahiers Lamy du CE, juin 2006, p. 21.
 - Sanction de la violation du pacte de préférence, Ann. Loyers 2006, p. 1342.
 - Expertise de gestion : précisions sur les conditions de désignation d'un expert, Rev. Sociétés 2006, p. 570.
 - Le CE et le plan de formation, Les Cahiers Lamy du CE sept. 2006, p. 16.
 - Résiliation du bail dérogatoire et maintien en possession, Ann. Loyers 2006, p. 1704.
 - Comité d'établissement : droits et limites, Les Cahiers Lamy du CE, oct. 2006, p. 14.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2007 :**
 - Des difficultés liées au renouvellement du bail commercial (commentaire de Cass. Com. 14 juin 2006, deux espèces), Ann. Loyers 2007, p. 30.
 - De nouvelles mesures sociales en 2007, Cahiers Lamy du CE janv. 2007, p. 7.
 - Fusion GDF-SUEZ : la consultation du CEE s'impose, Cahiers Lamy du CE janv. 2007, p. 17.
 - De l'action du locataire-gérant contre le bailleur des murs, Ann. Loyers janv. 2007, p. 40.
 - Les dividendes sont toujours des fruits, Revue Lamy droit des affaires, févr. 2007, p. 10.
 - Mise en demeure des associés d'une société en nom collectif en procédure collective, Rev. Lamy droit des affaires, mars 2007, p. 21.
 - Demande de modification d'un plan de continuation, JCP, éd. E, 2007, 1497.
 - Résiliation du bail commercial pour non-paiement des intérêts attachés au loyer, Ann. Loyers avr. 2007, p. 522.
 - Prescription biennale et indemnité d'éviction, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1207.
 - De quelques causes de déplafonnement du loyer d'un bail commercial, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1215.
 - Bail commercial et activités d'enseignement, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1222.
 - Point de départ de l'action en répétition de l'indu, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1227.
 - Portée de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de l'un des époux preneurs à bail commercial, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1229.
 - Indemnités d'éviction et frais de réinstallation, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1231.
 - Poursuites d'un associé par un créancier social, JCP, éd. E, 2007, 2157.

- Procédures collectives : rôles du CE et représentant des salariés, Cahiers Lamy du CE oct. 2007, p. 11.
- Intérêts des loyers et anatocisme, Ann. Loyers oct. 2007, p. 2235
- Procédures collectives : de la durée du mandat du représentant des salariés, Revue Lamy droit des affaires, oct. 2007, p. 23.
- Indemnité d'éviction et frais de réinstallation, Ann. Loyers oct. 2007, p. 2242
- Procédure collective : consulter le CE "en temps utile", Cahiers Lamy du CE nov. 2007, p. 18.
- Cadre temporel à l'action du créancier social contre les associés de sociétés civiles, JCP, éd. E, 2007, 2554.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2008**
 - Les recours du créancier forclos « oublié » par le débiteur, Rev. Lamy droit des affaires janv. 2008, p. 18.
 - Du droit au renouvellement du bail et du sous-bail commercial, Ann. Loyers janv. 2008, p. 26.
 - Expertise de gestion et droits sociaux indivis, Rev. Lamy droit des affaires mars 2008, p. 10.
 - La saga de la fusion GDF / SUEZ continue, Cahiers Lamy du CE mars 2008, p. 11.
 - Examen des comptes annuels et expert-comptable, Cahiers Lamy du CE mars 2008, p. 18.
 - Indivision et bail commercial, Ann. Loyers avril 2008, p. 477.
 - Nullité d'une clause contraire au droit au renouvellement, Ann. Loyers avril 2008, p. 480.
 - Le CE et l'expertise de gestion, Cahiers Lamy du CE mai 2008, p. 11.
 - Responsabilité pénale du liquidateur judiciaire pour défaut de convocation d'une assemblée générale, JCP, éd. E, 2008, 1904
 - Expertise de gestion, critère de l'utilité de la demande, Rev. Sociétés 2008, p. 600
 - Le CE et l'expertise de gestion, Cahiers Lamy du CE mai 2008, p. 11
 - Procédure sur mémoire : le défaut de dépôt de mémoire après une mesure d'instruction peut faire l'objet d'une régularisation, Ann. Loyers 2008, p. 2308
 - Contrôle de l'activité des salariés : les obligations de l'employeur, Les Cahiers Lamy du CE juill. 2008, p. 15.
 - Précisions sur le droit de préemption des communes en cas de cession de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux, Ann. Loyers 2008, p. 1608
 - La location-gérance n'est pas une sous-location, Ann. Loyers 2008, p. 1613
 - Renonciation aux effets de la clause résolutoire, Ann. Loyers 2008, p. 1617
 - Du nouveau sur l'exigence d'une immatriculation du locataire au RCS, Ann. Loyers 2008, p. 1619
 - Du nouveau sur les conditions de déplaçonnement du loyer en cas de travaux financés par le bailleur, Ann. Loyers 2008, p. 1895
 - Transfert au preneur de la charge des travaux, Ann. Loyers 2008, p. 1902
 - Déspécialisation plénière : forme du refus du bailleur, Ann. Loyers 2008, p. 1910
 - Bail commercial conclu par une société en formation, Ann. Loyers 2008, p. 1916
 - Comité d'établissement et expert-comptable, Cahiers Lamy du CE oct. 2008, p. 20

- Clause d'inaliénabilité des biens cédés à l'occasion d'un plan de cession, Bull. Joly 2008, p. 1008.
- Procédure sur mémoire : le défaut de dépôt de mémoire après une mesure d'instruction peut faire l'objet d'une régularisation, Ann. Loyers 2008, p. 2308.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2009 :**
 - Mise en œuvre de la clause résolutoire et procédure de conciliation, Ann. Loyers 2009, p. 38
 - Détermination de l'indemnité d'éviction, Ann. Loyers 2009, p. 44.
 - Limites aux fonctions du représentant des salariés, Cahiers Lamy du CE janv. 2009, p. 18.
 - Demande de renouvellement et montant du loyer renouvelé, Ann. Loyers 2009, p. 580.
 - Efficacité d'une clause restrictive de cession du bail commercial insérée dans une convention frauduleuse, Ann. Loyers 2009, p. 863.
 - Etendue de la solidarité des preneurs, Ann. Loyers 2009, p. 868.
 - Locaux à usage exclusif de bureaux et détermination de la commune intention des parties, Ann. Loyers 2009, p. 870.
 - Des conséquences de la saisie immobilière pour le propriétaire / exploitant, Ann. Loyers 2009, p. 1045
 - Expertise de gestion demandée par l'associé d'une SARL, JCP, éd. E, 2009, 1659
 - Le CE n'est pas un consommateur, Cahiers Lamy du CE juill. 2009, p. 19.
 - Résiliation du bail commercial : fondement et modalités, Ann. Loyers 2009, p. 1063
 - Bail renouvelé et responsabilité des intermédiaires, Ann. Loyers 2009, p. 1070
 - Précarité et durée : entre influence et indifférence, Ann. Loyers 2009, p. 1074.
 - Impossibilité d'une réintégration dans les locaux six ans après leur libération, Ann. Loyers 2009, p. 2104.
 - Procédure sur mémoire et moyens nouveaux en appel, Ann. Loyers 2009, p. 2114.
 - Renouvellement, congé et rétractation, Ann. Loyers 2009, p. 2383.
 - Validité d'une enchère portée au nom d'une société en cours de formation, Lamy Dr. des Aff. Nov. 2009, p. 10.
 - Etendue de la mission de l'expert du CE, Cahiers Lamy du CE déc. 2009, p. 19.
 - Baux commerciaux et logement décent, Ann. Loyers 2009, p. 2395
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2010 :**
 - Expert-comptable du comité d'entreprise, Cahiers Lamy du CE janv. 2010, p. 18
 - La résiliation de plein droit en cas de destruction par cas fortuit, Ann. Loyers 2010, p. 3
 - Validité du congé, Ann. Loyers 2010, p. 20
 - Monovalence et pluralité d'activités, Ann. Loyers 2010, p. 24
 - Le professionnel libéral associé n'exerce pas une activité professionnelle indépendante, JCP, éd. E, 2010, 1267.
 - Cession exclusive du bail au cessionnaire du fonds de commerce et indifférence de la mauvaise foi du bailleur, Ann. Loyers 2010, p. 797
 - Cession du fonds de commerce et indemnité d'éviction, Ann. Loyers 2010, p. 810

- Redressement judiciaire du preneur : continuation du bail commercial, Ann. Loyers 2010, p. 814.
 - Conventions d'occupation précaire et bail commercial, Trait d'Union mars 2010, p. 35
 - Presque plus rien à rapporter (à propos du rapport 2009 de la Cour de cassation), Rev. Lamy droit des affaires mai 2010, p. 13.
 - Nullité d'une clause d'adhésion à une association, Ann. Loyers 2010, p. 2083.
 - Obligation de dépollution du locataire, Ann. Loyers 2010, p. 2086.
 - Du formalisme dans les baux commerciaux, Ann. Loyers 2010, p. 2092.
 - Droit au renouvellement du bail et âge de la retraite, Ann. Loyers 2010, p. 2156.
 - Clause résolutoire : pas de suspension sans délais de grâce, Ann. Loyers 2010, p. 1947
 - Baux dérogatoires successifs : la fraude corrompt tout, Ann. Loyers 2010, p. 1949.
 - La renonciation du preneur au renouvellement, Ann. Loyers 2010, p. 1955.
 - Nature de la nullité du congé, Ann. Loyers 2010, p. 3163.
 - Première question prioritaire de constitutionnalité, Ann. Loyers 2010, p. 3165.
 - Nécessité d'un commandement de payer précis, Ann. Loyers 2010, p. 3167.
 - Impossible résiliation pour défaut d'entretien des locaux par l'ancien locataire, Ann. Loyers 2010, p. 3170.
 - Transfert de la charge des grosses réparations, Ann. Loyers 2010, p. 3172.
 - Cession du bail rural, Ann. Loyers 2010, p. 3189.
 - Prémption du bailleur et vente du fonds de commerce sur ordonnance du juge-commissaire, Ann. Loyers 2010, p. 3242
 - Liquidation judiciaire : les droits du cessionnaire du fonds de commerce, Ann. Loyers 2010, p. 3246
 - Caducité des procédures de distribution du prix de vente d'un fonds de commerce et séquestre conventionnel, Ann. Loyers 2010, p. 3249
 - Créance environnementale : un recours contre le bailleur ?, Ann. Loyers 2010, p. 3252.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2011 :**
- Poursuites contre les associés d'une société civile en liquidation judiciaire, Bull. Joly Entreprises en difficulté 2011, p. 45
 - Extension volontaire du statut des baux commerciaux, Ann. Loyers 2011, p. 16.
 - Déplafonnement du loyer : appréciation concrète des facteurs locaux de commercialité, Ann. Loyers 2011, p. 19.
 - Bail à ferme et répétition des sommes indument perçues à l'occasion d'un changement d'exploitant, Ann. Loyers 2011, p. 43.
 - Cession de parts de sociétés civiles et droit de préemption des associés, Lamy droit des affaires, févr. 2011, p. 10.
 - Droit d'alerte du CE et réorganisation de l'entreprise, Cahiers Lamy du CE avr. 2011, p. 20.
 - Liquidation judiciaire du preneur, cession du droit au bail et voies de recours du bailleur, Ann. Loyers 2011, p. 543.
 - A propos de l'autorisation de sous-location, Ann. Loyers 2011, p. 556.
 - Contrôle des structures et reprise, Ann. Loyers 2011, p. 560.
 - Salves d'arrêts sur le bail dérogatoire, Ann. Loyers 2011, p. 955.
 - Application du statut aux artistes, Ann. Loyers 2011, p. 961.

- Exercice du droit d'option, Ann. Loyers 2011, p. 967.
 - Concentration : information du CE « partie à l'opération », Cahiers Lamy du CE, janv. 2011, p. 20.
 - L'avocat en liquidation judiciaire n'est pas omis du tableau de l'ordre, JCP, éd. E, 2011, 24 et JCP, éd. G, 2011, 718.
 - Déplafonnement : seulement en cas d'incidence favorable sur l'activité du preneur !, Ann. Loyers 2011, p. 1532.
 - Mise à disposition des terres par un preneur non associé et sort du bail, Bull. Joly Sociétés, sept. 2011, p. 683.
 - Résiliation pour destruction de l'immeuble loué, Ann. Loyers 2011, p. 1279.
 - Résiliation du bail commercial et liquidation judiciaire du preneur, Ann. Loyers 2011, p. 1282.
 - Mise à disposition et autorisation d'exploiter, Ann. Loyers 2011, p. 1311.
 - Nouveau contentieux sur la mise à disposition des terres louées à une société, Ann. Loyers 2011, p. 1544.
 - Cession du droit au bail et respect des clauses du bail, Ann. Loyers 2011, p. 1624.
 - Les faits qui justifient un droit d'alerte, Cahiers Lamy du CE déc. 2011, p. 19.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2012 :**
- Résiliation du bail du preneur en liquidation judiciaire : suspension des effets de la clause résolutoire, Ann. Loyers 2012, 25
 - Le couple SCI/SARL une nouvelle fois mis à l'épreuve des procédures collectives, Bull. Joly Entrep. En diff. 2012, p. 10.
 - Congé sans offre d'indemnité d'éviction : la mise en demeure est nécessaire, Ann. Loyers 2012, p. 27
 - Nullité d'une clause d'adhésion obligatoire à une association, Ann. Loyers 2012, p. 30
 - Nullité de la cession du bail rural et maintien du preneur, Ann. Loyers 2012, p. 52.
 - Relevé de forclusion : de la connaissance de la créance à l'omission volontaire du créancier, JCP, éd. E, 2012, 1123.
 - Examen annuel des comptes : ce que l'expert-comptable peut obtenir, Cahiers Lamy du CE mars 2012, p. 16.
 - Administrateur judiciaire : surveillance ou assistance, Bull. Joly Sociétés avr. 2012, p. 342.
 - Il faut sauver le bail dérogatoire, Ann. Loyers 2012, p. 498.
 - Bailleur en liquidation judiciaire : créance de restitution du dépôt de garantie, Ann. Loyers 2012, p. 502.
 - Déplafonnement : seulement en cas d'impact sur l'activité du preneur ?, Ann. Loyers 2012, p. 505

- Du défaut de concours à l'acte de sous-location à l'expulsion du sous-locataire, Ann. Loyers 2012, p. 508.
 - Gérant personne physique condamné à supporter le passif social et surendettement, JCP, éd. E, 2012, 1337.
 - Révision du loyer en application d'une clause d'échelle mobile, Ann. Loyers 2012, p. 984.
 - Procédure collective du locataire : résiliation du bail, Ann. Loyers 2012, p. 987.
 - Augmentation de capital décidée à l'occasion d'un plan de redressement : l'associé peut-il demander la désignation d'un expert de gestion, Bull. Joly Entreprises en difficulté 2012, p. 187.
 - Prescription de l'action en paiement de l'indemnité d'occupation, Ann. Loyers 2012, p. 2754.
 - Nullité de la clause d'adhésion obligatoire et restitutions, Ann. Loyers 2012, p. 2756.
 - Là où il est question du point de départ du cours des intérêts, Ann. Loyers 2012, p. 2759.
 - Incendie et responsabilité des preneurs, Ann. Loyers 2012, p. 2764.
 - Décès du preneur, mise à disposition des terres louées et contrôle des structures, Ann. Loyers 2012, p. 2788.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2013 :**
- Résiliation du bail du locataire en liquidation judiciaire : du mieux pour le bailleur, JCP, éd. E, 2013, 1276
 - Reprise de parcelle par un GFA, Ann. Loyers 2013, p. 41
 - Procédures collectives et mesures conservatoires, Ann. Loyers 2013, p. 130
 - Viager et procédures collectives, Ann. Loyers 2013, p. 135.
 - Le non-paiement du loyer par la société preneuse justifie-t-il l'extension de procédure à la société bailleuse ?, Bull. Joly Entreprises en difficulté 2013, p. 77.
 - Plan de redressement par voie de reprise interne, éviction des détenteurs de la majorité et sérieux du prix de cession, Bull. Joly Entreprises en difficulté 2013, p. 141.
 - Résolution du bail du preneur en liquidation judiciaire : des précisions sur le point de départ du délai de trois mois, Ann. Loyers 2013, p. 497.

- La veuve du locataire peut-elle invoquer la cession déspecialisation de l'article L. 145-51 du Code de commerce, Ann. Loyers 2013, p. 499.
- Indemnité d'éviction : expropriation et refus de renouvellement, Ann. Loyers 2013, p. 504.
- Compte courant d'associé et sort des intérêts, Bull. Joly Entreprises en difficulté 2013, p. 241
- Indemnité d'éviction et d'expropriation : la valeur du contrat et l'appréciation du juge, Ann. Loyers 2013, p. 899
- A propos des baux dérogatoires : le bailleur qui délivre un congé n'est pas un bailleur inactif même en laissant le preneur en possession, Ann. Loyers 2013, p. 902
- Sort de la caution du débiteur en liquidation judiciaire, Ann. Loyers 2013, p. 1042
- Le licenciement des salariés d'une entreprise en procédure collective depuis la loi de sécurisation de l'emploi, Cahiers Lamy du CE, nov. 2013, p. 5
- Procédure sur mémoire, Ann. Loyers 2013, p. 1986
- Centre commercial : toujours pas d'obligation de maintenir un environnement commercial favorable, Ann. Loyers 2013, p. 1990
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2014 :**
 - Recevabilité de la demande d'expertise in futurum : l'absence de procès au fond, Rev. Sociétés 2014, p. 30
 - Hôtel : prise en compte des améliorations apportées par le locataire, Ann. Loyers 2014, p. 24
 - Là où la détermination des contrats cédés dans le cadre d'un plan de cession dépend du juge-commissaire !, Ann. Loyers 2014, 536
 - Renonciation à un nantissement en cas de plan de cession : décharge de la caution ?, Bull. Joly Entreprises en difficulté 2014, p. 88
 - Bail commercial et procédures collectives, Ann. Loyers 2014, p. 763
 - Expertise in futurum : le texte, rien que le texte !, Rev. sociétés 2014, p. 429
 - Là où il est encore question de saisine d'office, JCP, éd. E, 2014, 1333
 - Défaut de déclaration de créance et faute séparable des fonctions, en cours de publication, JCP, éd. E, 30 juill. 2014
 - Recevabilité de l'offre de reprise émise par l'ancien dirigeant de la société débitrice, Bull. Joly Sociétés 2014, p. 446
 - Des effets redoutables d'une clause d'accession, Ann. Loyers 2014, p. 957.
 - Du nouveau à propos de la reprise du bien pris à bail rural, Ann. Loyers 2014, p. 982.
 - L'associé de sociétés d'exercice libéral est toujours exclu des procédures du Livre VI du Code de commerce, JCP, éd. E, 1550.
 - Caractère frauduleux de la transmission universelle du patrimoine d'une société assignée en extension de procédure, Bull. Joly sociétés 2014, p. 723.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2015 :**

- L'associé gérant d'EARL entre dans le champ d'application du droit des entreprises en difficulté, Bull. Joly Entreprises en difficulté 2015, p. 13.
 - Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : des atteintes justifiées aux droits des associés et actionnaires de la société débitrice, Bull. Joly Entreprises en difficulté 2015, p. 129.
 - Epoux associés communs en biens : qui peut percevoir les dividendes, Rev. Dr. Rural mars 2015, p. 44.
 - Du remboursement immédiat du solde du compte courant d'associé, Rev. Dr. Rural avr. 2015, p. 40
 - Le bailleur privé du privilège de l'article L. 622-17 du Code de commerce, JCP, éd. E, 2015, 1031.
 - Nouvelle condamnation de la pratique du « pas-de-porte » dans le domaine rural, Ann. Loyers avr. 2015, p. 113.
 - Le bail résilié par le copreneur en liquidation judiciaire se poursuit avec le copreneur in bonis, JCP, éd. E, 2015, 1199
 - L'opposabilité de la déclaration d'insaisissabilité au liquidateur judiciaire du déclarant une nouvelle fois confirmée, JCP, éd. E, 2015, 1245.
 - L'expertise in futurum peut-elle être utilisée pour prouver contre un acte authentique ?, Rev. Sociétés 2015, p. 576.
 - Groupe de sociétés en difficultés : de la centralisation à l'extension de procédures, RLDA mars 2015, p. 10.
 - Des exceptions à l'interdiction de la sous-location, Ann. Loyers juin 2015, p. 113
 - Aperçu rapide de la loi Macron, JCP, éd. E, 2015, 613
 - Du bail commercial au bail dérogatoire : prescription de l'action en requalification, Ann. Loyers juill.-août 2015, p. 139
 - Liquidation judiciaire : Cession d'un immeuble acheté par une SCI transformée en SARL, Bull. Joly Entreprises en difficulté sept. 2015, p. 288
 - De l'efficacité du congé délivré à un preneur bénéficiant d'un plan de redressement, JCP, éd. E, 2015, 1490.
 - Société civile : perte de qualité d'un associé failli, Bull. Joly Entreprises en difficulté sept. 2015, p. 290
 - Ne pas confondre mésentente et opposition isolée d'un associé minoritaire, Bull. Joly 2015, p. 478.
 - De la déspecialisation, Ann. Loyers 2015, p. 110.
 - Le bailleur taisant peut exercer son droit d'option, Ann. Loyers 2015, p. 113.
 - Constitutionnalité des dispositions autorisant la cession forcée des titres du dirigeant d'une société en redressement judiciaire, JCP, éd. E, 2015, 1562
 - De la durée de l'incessibilité des titres du dirigeant d'une société en redressement judiciaire, JCP, Ed. E, 2015, 1624
 - Quand les règles de procédure sont favorables au bailleur en cas de liquidation judiciaire, Ann. Loyers déc. 2015, p. 153.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2016 :**
- Congé pour reconstruire et offre de remplacement, Ann. Loyers mars 2016, p. 103
 - Prohibition des clauses d'indexation à la hausse, Ann. Loyers mars 2016, p. 107.
 - Du dirigeant associé privé de son droit de vote avant la réalisation de la cession de ses titres, JCP, éd. E, 2016, 1150
 - Le liquidateur judiciaire est-il tenu de respecter les clauses du bail en cas de cession ? Ann. Loyers mai 2016, p. 85

- Recours à la lettre recommandée avec demande d'avis de réception : des précisions utiles, Ann. Loyers mai 2016, p. 98.
 - Nullité d'une cession de parts sociales : la délicate mise en œuvre de la rétroactivité, Bull. Joly. Sociétés juin 2016, p. 347
 - Sort du dépôt de garantie en cas de liquidation judiciaire du bailleur, Ann. Loyer juill. Août 2016, p. 117.
 - Régime du bail en présence d'une obligation de remise en état, JCP, éd. E, 2016, 1501
 - L'indivision à nouveau mise à l'épreuve du droit des entreprises en difficulté, Personnes et Familles nov. 2016, p. 24
 - L'indemnité de révocation du dirigeant de la société débitrice doit être déclarée, Bull. Joly. Entreprises en difficulté nov. Déc. 2016, p. 423
 - Associé unique gérant d'une EURL et procédure de surendettement, JPC, éd. E, 2016, 1650
 - Bailleur en liquidation judiciaire : compensation d'une créance d'astreinte et d'une créance de loyer, Ann. Loyers déc. 2016, p. 131.
 - Renouvellement du bail : remboursement de trop-perçu et délai d'option de l'article L. 145-57, Ann. Loyers déc. 2016, p. 135.
 - Locataire en liquidation judiciaire : toute initiative du bailleur n'est pas interdite, Ann. Loyers déc. 2016, p. 138.
 - De l'intérêt de ne pas répondre à la demande de renouvellement du locataire, Ann. Loyers déc. 2016, p. 141.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2017 :**
- Référé-rétractation : date d'appréciation du motif légitime, Rev. Sociétés janv. 2017, p. 20.
 - Le gérant de SARL n'est pas un professionnel indépendant faute d'exercice d'une activité distincte de la SARL, JCP, éd. E, 2017, 1032
 - Rétroactivité de la reprise de la liquidation judiciaire après clôture pour insuffisance d'actif, JCP, éd. E, 1327
 - Insuffisance d'actif mise à la charge de son dirigeant, avant condamnation, par une transaction, JCP, éd. E, 2017, 1242
 - Société civile professionnelle : conséquence de la démission simultanée de tous les avocats, Bull. Joly Sociétés mars 2017, p. 184
 - Comblement d'insuffisance d'actif : défaut de déclaration de cessation des paiements dans le délai de rigueur, Bull. Joly Sociétés avr. 2017, p. 245
 - L'associé de GFA peut demander au juge le droit de se retirer, Rev. Droit Rural, mai 2017, 147
 - Locataire en redressement judiciaire : aspects procéduraux, Ann. Loyers mai 2017, p. 113.
 - L'extension de procédure ou la deuxième chance du créancier, JCP, éd. E, 2017, 1478
 - Durée du plan de redressement d'une exploitation agricole, JCP, éd. E, 2017, 1342
 - Locataire en liquidation judiciaire : la compensation de créance sur loyers impayés, Ann. Loyers oct. 2017, p. 96.
 - Inopposabilité de la déclaration d'insaisissabilité et conditions d'exercice de l'action du créancier, JCP, éd. E, 2017, 1561
 - La réparation du préjudice, fraction du passif collectif, ne peut être demandée que par le mandataire judiciaire, RLDA oct. 2017, p. 11.
 - Bail commercial et délais pour agir, Ann. Loyers nov. 2017, p. 117

- Le gérant de société est éligible au redressement judiciaire s'il exerce effectivement une activité distincte de celle de la société, JCP, éd. E, 2017, 1643
- Résidence de tourisme : obligation d'information de l'exploitant, Ann. Loyers déc. 2017, p. 113
- Centre commercial : le locataire, libre de se retirer de l'association de l'animation du centre, Ann. Loyers déc. 2018, p. 113.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2018 :**
 - Locataire en liquidation judiciaire : cession et résiliation du bail, JCP, éd. E, 2018, 1035
 - Résiliation ad nutum du bail par l'administrateur judiciaire, JCP, éd. E, 2018, 1202
 - Mission du mandataire désigné après clôture de la liquidation judiciaire, JCP, éd. E, 2018, 1442
 - Comblement d'insuffisance d'actif, proportionnalité et contrôle de la Cour de cassation, JCP, éd. E, 2018, 1412
 - Comblement d'insuffisance d'actif : le dirigeant négligeant excusé, JCP, éd. E, 2018, 1510
 - Expertise de l'article 145 du Code de procédure civile : proportionnalité de la mesure probatoire, Revue des sociétés nov. 2018, p. 650
 - Limite temporelle à l'action en extension de procédure, JCP, éd. G, 2018, 1342
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2019 :**
 - Le gérant d'EARL, un gérant comme les autres, JCP, éd. E, 2019, 1041
 - Un pas de plus vers la reconnaissance de la réalité du groupe en difficulté, JCP, éd. E, 2019, 1131
 - L'autonomie consacrée de la résiliation de plein droit du bail commercial par le juge-commissaire pour des causes postérieures au jugement, JCP éd. E, 2019, 1532
 - De l'administrateur judiciaire à l'expert de gestion, Revue des sociétés mai 2019, p. 311
 - Condamnation solidaire des dirigeants de droit et de fait d'une société en liquidation judiciaire, Bulletin Joly Entreprises en difficulté mai-juin 2019, p. 53
 - Responsabilité pour insuffisance d'actif : dirigeant de fait, Bull. Joly Sociétés juill-août 2019, p. 61
 - Action en comblement d'insuffisance d'actif et recours contre l'ancien dirigeant, Bull. Joly Sociétés oct. 2019, p. 25
 - De la résiliation du bail pour des causes postérieures au jugement d'ouverture d'une procédure collective, Ann. Loyers déc. 2019, p. 83.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2020 :**
 - Responsabilité d'un tiers dans la défaillance d'une société : quels préjudices réparables, Bull. Joly Sociétés févr. 2020, p. 38.
 - Immeuble « démembré » : qui doit payer l'indemnité d'éviction ?, Ann Loyers mars 2020, p. 70
 - Association en liquidation judiciaire : irrecevabilité de l'offre d'acquisition des actifs par le dirigeant de fait, Bull. Joly Sociétés mars 2020, p. 40.
 - Voies de recours contre l'ordonnance désignant un liquidateur amiable, Bull. Joly Entreprises en difficulté mars-avril 2020, p. 26.
 - Conversion en liquidation en comblement d'insuffisance d'actif, JCP, éd. E, 2021, 1210.

- QPC relatives au dé plafonnement du loyer des baux renouvelés, Ann. Loyers avril mai 2020, p. 112.
- Rémunération excessive d'un dirigeant : absence de confusion des patrimoines, Bull. Joly sociétés juill-août 2020, p. 22.
- Expertise in futurum : l'existence d'un litige potentiel, Rev. Sociétés oct. 2020, p. 546.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2021 :**
 - Irrecevabilité de la demande d'admission au passif d'une société en liquidation judiciaire et poursuites contre ses associés, Bull. Joly Entreprises en difficulté mai juin 2021, p. 36.
 - Responsabilité pour insuffisance d'actif d'un directeur général délégué, JCP, éd. E, 2021, 1397.
 - Comblement d'insuffisance d'actif : le dirigeant démissionnaire exonéré, Bull. Joly Sociétés novembre 2021, p. 31.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2022 :**
 - Quelle voie de recours contre le jugement constatant la bonne exécution du plan ?, JCP, éd. E, 2022, 1342.
 - Le dirigeant condamné à combler l'insuffisance d'actif est-il un dirigeant surendetté ?, JCP, éd. E, 2022, 1388.
 - Responsabilités et sanctions contre le dirigeant d'une société en liquidation judiciaire, BJS mars 2022, p. 50.
 - "SAS : quelles clauses statutaires relatives à l'organisation des pouvoirs ?", JCP, éd. N, 2022, 1170.
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2023 :**
 - Interdiction de gérer : point de départ de la prescription en cas d'annulation du jugement d'ouverture, BJS mars 2023, p. 44.
 - Résiliation du bail d'un locataire en liquidation judiciaire : point de départ du délai de trois mois imposé au bailleur, JCP, éd. E, 2023, 1101
 - Cession isolée des actifs du débiteur en liquidation judiciaire : respect de la clause d'agrément, D. Actualité 17 mai 2023
 - Action paulienne : qualité pour agir du liquidateur judiciaire, BJS juin 2023, p. 45.
 - La taxe foncière n'est pas éligible au traitement préférentiel de l'article L. 641-13 du Code de commerce, JCP, éd. E, 2023, 1215.
 - De l'efficacité de la mise en œuvre d'une clause résolutoire avant le jugement d'ouverture, JCP, éd. E, 2023, 1322
 - L'artisan est éligible aux procédures de surendettement, D. actualité 30 nov. 2023
- **Notes de jurisprudence et commentaires 2024 :**
 - Redressement judiciaire : l'embauche d'un salarié pendant la période d'observation n'est pas un acte étranger à la gestion courante !, D. Actualité 10 janvier 2024
 - Toutes les créances antéro-postérieures ne sont pas des créances privilégiées, D. actualité 19 mars 2024

ENCADREMENT DOCTORAL

Encadrement de rapports de recherche de Master 1 (entre 10 et 20 chaque année)

Direction de thèses (soutenues) :

- S. Dridi, L'altération du lien contractuel en droit des entreprises en difficulté, 2015
- S. Stalteri, La responsabilité civile dans le domaine équin, 2014
- R. Domingues, Les transferts de sportifs, 2014

Direction de thèses (en cours) :

- Bintene Masosa Prince-héritier, Les mouvements des dirigeants sociaux dans les groupes de sociétés en droit OHADA, depuis octobre 2018
- Gallier Malondault Gauthier, Les responsabilités en droit des entreprises en difficultés en droit français et OHADA, depuis janvier 2019
- APEMAGNON Miboboné, Le Banquier et le traitement des entreprises en difficulté. Etude comparative des législations françaises et du droit OHADA depuis 2023
- BASSAH Joëlle, « Les créanciers garantis dans les classes de parties affectées », depuis 2023.

Participation à des comités de suivi chaque année (entre 15 et 20)

Participation à **des comités de sélection** en vue du recrutement de maîtres de conférences (en qualité de rapporteur local ou extérieur).

- Université de Toulon mai 2024
- Université de Nice mai 2019
- Université de Lyon mai 2019
- Aix Marseille Université 26 avril 2016
- Université Franche-Comté 10 mai 2016
- Aix Marseille Université 11 mai 2015
- Université d'Auvergne 12 mai 2015

RAYONNEMENT / RELATIONS AVEC LE MONDE PROFESSIONNEL

- Membre du CNU Section 01 d'octobre 2015 à septembre 2018
- Présidences de jury CFPN/INFN (entre 6 et 8 chaque année depuis 2008) :
 - correction de copies
 - soutenance de rapport de stage
 - oraux
- Formatrice auprès de l'IFPPC - 2015

Responsabilités administratives :

- Directrice adjointe de l'Institut de Droit des affaires jusqu'en septembre 2015
- A l'origine de la création de la Mention ALED (Administration et liquidation d'entreprises en difficultés) et du M2 ALED (Ouverture septembre 2018)
- Responsable de la mention ALED, désignation par Conseil de faculté en janvier 2018
- Co-directrice du Master 2 ALED janvier 2018
- Référente pour la lutte contre le Harcèlement Sexuel à Aix Marseille Université de septembre 2018 à septembre 2020
- Directrice des études en L3 depuis septembre 2019

Colloques :

- Interventions :

- La loi du 26 juillet 2005 de sauvegarde des entreprises. Les réformes affectant les procédures de redressement et de liquidation judiciaires (16 novembre 2005). Actes du colloque, PUAM 2006.
- Droit des cosmétiques et des parfums. Cosmétique ou médicament, les enjeux de la qualification (31 mars 2006).
- Baux commerciaux : d'un état des lieux aux propositions de réforme, Aix 2013, publié aux Annales des Loyers, mai 2014
- La réforme du droit des entreprises en difficultés par l'ordonnance du 12 mars 2014, Le Muy, 2014
- Réforme des baux commerciaux par la loi Pinel, Saint Raphaël, 2014
- Le financement de l'entreprise en difficulté, Aix, 17 novembre 2015
- Les baux commerciaux au carrefour des droits, Marseille, 6 juillet 2017

- Organisations :

- Les procédures collectives complexes, Aix-en-Provence, 2 déc. 2016, présidé par Me H. Bourbouloux, administrateur judiciaire et C. Saint-Alary-Houin.
- L'immeuble et le droit des procédures collectives, Aix-en-Provence, 10 nov. 2017, présidé par Me E. Douhaire, Administrateur judiciaire et M. Claude Saint-Didier, Doyen de la faculté de droit, Université de Corse Pasquale Paoli.
- Responsabilités et entreprises en difficulté, Aix-en-Provence, 12 novembre 2019, Présidence F.-X. Lucas et G. Richelme, Publication des actes du colloque, Rev. Proc. Coll. janv.-févr. 2020, p. 45.
- Le nouveau droit des entreprises en difficulté, Marseille, 15 octobre 2021, sous la présidence de Jean-Marc Latreille, président du tribunal de commerce et M.-H. Guita, Vice-Présidente du Tribunal de commerce de Marseille
- Droit social des entreprises en difficultés, Aix-en-Provence, 25 novembre 2022, Présidence N. Borga.
- Banque et entreprise en difficulté, Aix-en-Provence, 10 novembre 2023, Présidence F. Reille et F. Pérochon. Actes du colloque à paraître à la revue des procédures collectives

Formations professionnelles continues (Edilaix, IFPPC, CFPN/INFN ...) auprès d'avocats, experts-comptables, juristes et salariés d'études de mandataires judiciaires, notaires depuis 2005